

Paris, le 24 avril 2018

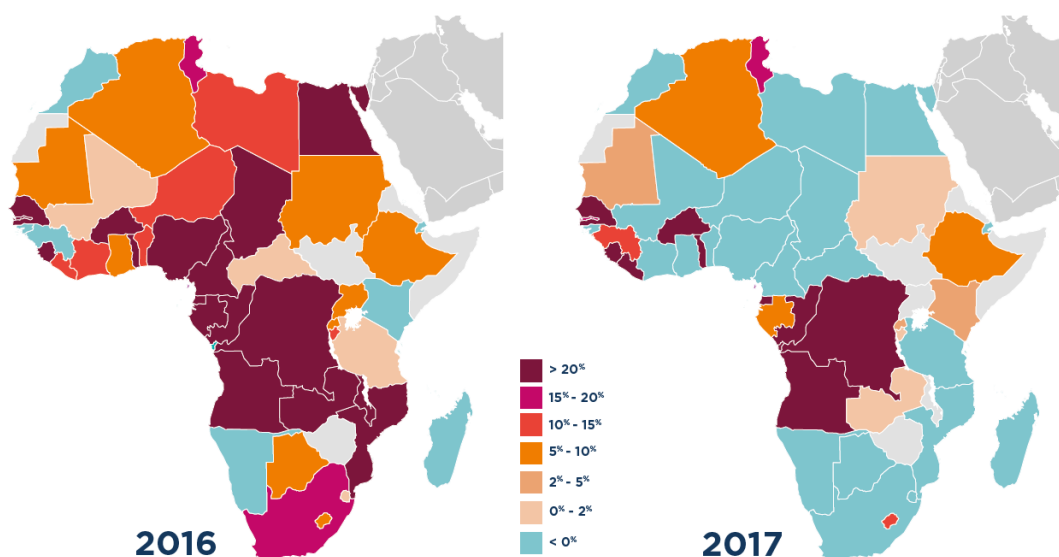
Afrique : L'érosion des réserves accroît la vulnérabilité à un nouveau choc

- Depuis 2014, la pression sur les changes a des conséquences directes sur les opérations des entreprises
- En 2017, la hausse des prix des matières premières freine la pression sur les taux de change en Afrique australe, au Nigéria, en Egypte et dans l'UEMOA
- Les tensions demeurent importantes en Angola, en Ethiopie, dans la CEMAC et dans les pays victimes de l'épidémie d'Ebola

Le mouvement de dépréciation s'atténue mais l'indice de tension sur le marché des changes pointe des poches de risque

Sous le choc de la baisse des cours des matières premières, la plupart des devises africaines ont perdu plus de 20 % de leur valeur entre 2013 et 2016, avec des conséquences directes sur les entreprises qui devaient faire face à une accélération de la hausse des prix des produits importés, une augmentation de la dette libellée en devise et des coûts plus élevés pour les transactions internationales. Outre les mouvements des devises, les pressions sur les changes ont aussi eu pour conséquence des crises de liquidités, la mise en place de contrôles de capitaux ou de licences d'importations qui ont perturbé les opérations des entreprises.

EMPI des pays d'Afrique, 2016 vs 2017



Sources : IMF International Financial Statistics, calculs Coface

2017 a vu le mouvement de dépréciation s'atténuer, en particulier en Afrique australe (Afrique du Sud, Zambie, Mozambique) où une relative stabilisation du cours des devises a été possible grâce au régime de change flottant et à l'amélioration des balances commerciales.

L'évolution de l'indice de pression des changes EMPI¹ montre qu'entre 2016 et 2017 les tensions ont également diminué dans les pays disposant d'un régime de change moins flexible, par exemple, dans l'Union Economique et Monétaire Ouest-Africaine². Au Nigéria, la baisse notable de l'EMPI en 2017 s'explique par le rebond des cours du pétrole et par l'ouverture d'une fenêtre d'accès aux changes dédiée aux investisseurs et exportateurs en avril 2017 qui a contribué à la remontée progressive des réserves. En Afrique du Nord, la situation diverge : si l'Algérie et la Tunisie restent sous pression, on observe une amélioration en Libye, soutenue par un rétablissement de la production de pétrole en 2017, et en Egypte, dont l'EMPI (qui culminait à près de 91 % fin 2016) est revenu en territoire négatif en 2017 suite à la stabilisation de la livre et une hausse de 80% des réserves.

Toutefois, les déséquilibres hérités de la période 2014 - 2016 entretiennent la pression sur certaines devises. La diminution des réserves continue en Angola, où l'écart entre le taux officiel et le taux parallèle du kwanza demeure, et dans la Communauté Economique et Monétaire d'Afrique Centrale³ où, malgré une relative stabilisation, une dévaluation du franc CFA ne peut encore être définitivement écartée. Les tensions subsistent dans les pays victimes de l'épidémie de maladie à virus Ebola de 2014 : la Guinée, le Libéria et la Sierra Leone. En Ethiopie, le déficit courant persistant met sous pression les réserves et la devise qui reste surévaluée d'environ 7%.

Le niveau médian des réserves de change tombe à 3,2 mois de couverture

Très sollicitées pour soutenir les devises depuis 2014, les réserves de change ont fondu. Alors qu'en 2014 le niveau médian de couverture des importations dans les pays d'Afrique était de 3,9 mois, il se situe à 3,2 mois en 2017. Sept pays supplémentaires ont vu leurs réserves tomber sous 3 mois de couverture: la Zambie, le Mozambique, la Guinée ainsi que les membres de la CEMAC. Les pays disposant de réserves plus importantes ne sont pas non plus à l'abri : compte tenu de leur dépendance aux matières premières non transformées, le déclin des réserves peut être extrêmement rapide, exposant le marché des changes à de très fortes variations. Il s'agit, par exemple, des pays exportateurs de matières premières agricoles dans un contexte de prix relativement faibles pour certaines cultures commerciales comme le cacao (Côte d'Ivoire, Ghana, Nigéria, Cameroun) ou le café (Ethiopie, Ouganda, Tanzanie), et compte tenu d'une exposition particulièrement forte de l'Afrique au changement climatique.

A ces vulnérabilités s'ajoutent le risque politique et l'accélération du cycle de resserrement monétaire aux Etats-Unis qui pourraient, de nouveau, intensifier les sorties de capitaux de la région et donc la pression sur les taux de change.

CONTACT MEDIA

Maria KRELLENSTEIN - T. +33 (0)1 49 02 16 29 maria.krellenstein@coface.com

¹ EMPI : plus l'indice est élevé, reflétant la dépréciation et/ou la déplétion des réserves, plus fortes sont les tensions sur le marché des changes

² L'UEMOA comprend 8 Etats membres : le Bénin, le Burkina Faso, la Côte d'Ivoire, la Guinée-Bissau, le Mali, le Niger, le Sénégal et le Togo

³ La CEMAC comprend 6 Etats membres : le Cameroun, la République Centrafricaine, la République du Congo, le Gabon, la Guinée Equatoriale et le Tchad



C O M M U N I Q U E D E P R E S S E

Coface : for trade - Ensemble, développons l'entreprise

70 ans d'expérience et un maillage territorial des plus fins ont fait de Coface une référence dans l'assurance-crédit, la gestion des risques et l'économie mondiale. Les experts de Coface, dont l'ambition est de devenir le partenaire d'assurance-crédit le plus agile de l'industrie, opèrent au cœur de l'économie mondiale, aidant 50000 clients à construire des entreprises performantes, dynamiques et en croissance. Les services et solutions du Groupe protègent et aident les entreprises à prendre les décisions de crédit nécessaires pour renforcer leur capacité à vendre sur leurs marchés nationaux et d'exportation. En 2017, Coface comptait ~4,100 collaborateurs dans 100 pays et a enregistré un chiffre d'affaires de €1,4 Mds.

www.coface.com

COFACE SA. est coté sur le Compartiment A d'Euronext Paris

Code ISIN : FR0010667147 / Mnémonique : COFA

